



LA BIBLIOTHÈQUE POUR TOUS

UN ESPACE D'APPRENTISSAGE DE LA CITOYENNETÉ

CAMILA GIORGETTI ET SERGE PAUGAM

La question des usagers en situation de pauvreté économique ou relationnelle dans les bibliothèques publiques n'est pas récente. Déjà dans les années 1920 aux États-Unis, dans sa célèbre enquête sur *Le Hobo*¹, Nels Anderson avait constaté que si les vagabonds, sans doute quelque peu intimidés et gênés par leur accoutrement ordinaire, hésitaient à

À partir d'une enquête qualitative réalisée à la BPI du Centre Pompidou, auprès des publics précaires qui fréquentent cet établissement, cet article analyse en quoi une bibliothèque ouverte à tous est non seulement un espace d'accès aux savoirs et à la culture, mais aussi un lieu de sociabilité et d'apprentissage de la citoyenneté. Fréquenter une bibliothèque est pour ces publics un moyen de conjurer le processus de disqualification sociale.

entrer dans les bibliothèques publiques, certains d'entre eux, perdaient peu à peu ces premiers scrupules. Il avait remarqué que plusieurs, sans doute les plus zélés, s'étaient initiés à ce lieu pendant la période hivernale, lorsqu'ils étaient contraints de venir s'y réfugier. La salle de lecture de presse de la bibliothèque municipale de Chicago était devenue leur retraite favorite pendant les journées les plus froides, et elle était aussi, pour eux, un lieu de repos agréable pendant les chaleurs des mois d'été. Richard Hoggart abordait également cette question en

Angleterre dans les années 1950². Il remarquait que des vieillards erraient dans les bibliothèques en quête d'un peu de compagnie, mais aussi tout simplement parce qu'ils y trouvaient des sièges et un peu de chaleur.

¹ Nels Anderson, *Le Hobo. Sociologie du sans-abri* (1^{re} édition en anglais, 1923), Armand Colin, 2011. Voir en particulier p. 245-246.

² Richard Hoggart, *La culture du pauvre* (1^{re} édition en anglais sous le titre *The Uses of Literacy*, 1957), Éd. de Minuit, 1970, p. 111 et suiv.



Une enquête récente réalisée à la Bibliothèque publique d'information (BPI) du Centre Pompidou révèle que cet espace public situé dans l'un des lieux culturels les plus prestigieux de la capitale, bien connu des étudiants, est aussi fréquenté, depuis sa création en 1977, par des personnes en situation de pauvreté, voire d'extrême pauvreté³. Certaines d'entre elles y ont pris leurs habitudes profitant des facilités d'accès et de l'esprit d'ouverture qui y règne. Par ailleurs, si le règlement prévoit, par exemple, que «*les personnes en état d'ébriété ou celles dont l'hygiène ou le comportement sont susceptibles d'être une gêne pour les usagers ou pour le personnel ne sont pas autorisées à accéder à la bibliothèque*», il est d'usage de l'appliquer de façon assez souple, ne fût-ce que pour rester fidèle aux principes fondateurs. La présence de ces publics ne passe évidemment pas inaperçue. Il suffit de se connecter aux forums spontanés créés sur Facebook par des étudiants pour s'en rendre compte. Ces derniers y commentent souvent avec ironie l'attitude des usagers les plus marginalisés qu'ils rencontrent quotidiennement et qui deviennent par la force des choses des personnages emblématiques de la BPI. Au-delà de cette minorité qui n'échappe à personne, les bibliothécaires, de leur côté, découvrent chaque jour, par des contacts discrets et une fois la confiance établie, que certains usagers sont en grande difficulté alors que rien, dans leur apparence, ne pouvait le laisser deviner.

La sociabilité qui se développe entre les usagers de la bibliothèque du Centre Pompidou repose sur le mode de l'égalité. Toutes les personnes qui fréquentent ce haut lieu parisien de la culture ont intériorisé son principe fondateur, à savoir l'ouverture à tout public. Chacun sait à quoi s'attendre en y entrant. Nul doute que cet espace n'est pas réservé à une élite intellectuelle, que toutes les catégories sociales, et


même les plus précaires, peuvent s'y croiser. On fait, comme disait Simmel, «*comme si tous étaient égaux, comme si l'on honorait chacun spécialement*⁴». Cette définition de la sociabilité pourrait convenir comme dimension commune à tout espace de citoyenneté puisque l'esprit d'égalité fonde également ce dernier. En ce sens, la bibliothèque du Centre Pompidou est à la fois un espace de sociabilité, au sens de Simmel, et un espace de citoyenneté, ou plutôt un espace d'apprentissage de la citoyenneté. Mais cette bibliothèque est aussi le théâtre de tensions plus ou moins fortes entre différents publics qui ne partagent pas forcément les mêmes aspirations, les mêmes goûts et les mêmes valeurs.

LES STRATÉGIES DE DISTINCTION

Un espace ouvert à tous ne signifie pas pour autant l'absence de distinction sociale entre les usagers. Au contraire, plus il est ouvert, plus il est tentant – voire, dans certains cas, vital – pour celles et ceux qui le fréquentent de manifester une différence distinctive, un style conforme à un type d'usage légitime, notamment lorsque des franges relativement nombreuses de la population semblent particulièrement précaires et parfois assez peu disposées à la concentration intellectuelle qu'impose l'accès au savoir et à la culture. Une hiérarchie s'instaure entre les usagers selon leur plus ou moins grande conformité aux pratiques jugées légitimes dans un lieu public. Or, cette hiérarchie implicite est au fondement non seulement de la distinction entre les populations précaires et celles qui ne le sont pas, mais aussi de la distinction entre les populations précaires elles-mêmes. Nous sommes partis de l'hypothèse que les publics pauvres de la bibliothèque peuvent être définis à partir des trois phases de processus de

³ Serge Paugam et Camila Giorgetti, *Des pauvres à la bibliothèque. Enquête au Centre Pompidou*, PUF, coll. «Le lien social», 2013.

⁴ Georg Simmel, «La sociabilité», in : Georg Simmel, *Sociologie et épistémologie*, PUF, 1981, p. 129.



disqualification sociale : la *fragilité*, la *dépendance* et la *rupture*⁵. Nos observations nous ont conduits non seulement à vérifier cette hypothèse, mais aussi à établir une correspondance précise entre les trois phases du processus de disqualification et des usages spécifiques de la bibliothèque correspondant à des attentes différentes, des relations contrastées avec les autres usagers et un rapport aux normes de la bibliothèque lui aussi différencié. Pour être accepté dans ce type d'espace public, il convient, pour celles et ceux qui, en situation vulnérable, osent s'y aventurer, d'adopter un comportement spécifique susceptible d'être sinon totalement accepté, du moins toléré. Nous avons vu que les stratégies des uns et des autres ne sont pas les mêmes.

Les personnes proches de la phase de fragilité viennent avant tout à la bibliothèque pour y trouver des ressources intellectuelles susceptibles de conforter leurs projets personnels, le plus souvent d'ordre professionnel. Elles sont sensibles au risque de basculer dans la dépendance à l'égard de services sociaux et de connaître une expérience de rabaissement social et de stigmati-

isation. La bibliothèque constitue alors pour elles une formidable opportunité de résistance. Le lieu en lui-même les valorise. La bibliothèque est prestigieuse car elle est située au sein du Centre Pompidou, l'un des endroits culturels français les plus prisés, doté d'une excellente réputation au-delà des frontières nationales. La bibliothèque n'est pas un espace dans lequel elles viennent se divertir ou passer le temps. Elle leur permet de s'astreindre à une discipline souvent stricte en harmonie avec leur *ethos* du travail. Apprendre une langue – à commencer par le français pour les étrangers –, rechercher un emploi sur internet, se former à des techniques nouvelles, tels sont les objectifs les plus courants qu'elles visent. Cette attitude correspond aussi à un souhait de distinction à l'égard des marginaux présents dans la bibliothèque. Il leur faut avant tout dissimuler tout signe pouvant les identifier à ces groupes. Une tenue impeccable contribue à les confondre avec les usagers ordinaires de la bibliothèque à tel point qu'il est parfois difficile de les reconnaître. Enfin, ces usagers en situation de fragilité se valorisent par la conformité exemplaire aux normes

⁵ Serge Paugam, *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, PUF, 1991, 3^e édition, coll. « Quadrige », 2013.



dominantes et au règlement de la bibliothèque. Ils en sont d'ailleurs d'ardents défenseurs. C'est ainsi que les hypothèses de la mise à distance des plus pauvres que nous avons formulées dans l'introduction de cet ouvrage ont pu être vérifiées au sein de la BPI, tout particulièrement parmi cette frange de la population fragile elle-même, directement menacée par le processus de disqualification sociale.

Les personnes proches de la phase de dépendance ont des attentes à l'égard de la bibliothèque presque opposées. Beaucoup d'entre elles ont traversé des épreuves douloureuses faites de désillusions et de difficultés cumulatives. Elles sont nombreuses à avoir perdu l'espoir d'une réelle amélioration de leur condition. Elles viennent alors chercher à la bibliothèque, non pas un moyen de promotion par l'accès à des ressources intellectuelles, mais un moyen d'occupation du temps. Il s'agit pour elles de faire de cet espace le lieu privilégié de leur vie quotidienne, celui qui leur permettra d'adop-

ter un rythme régulier, parfaitement maîtrisé, et de s'adonner seules, mais aussi souvent en groupe, à des activités souvent ludiques ou à une passion. Parce que cet espace leur est devenu indispensable, elles cherchent à se l'approprier en marquant chaque jour le territoire avec leurs innombrables sacs. Il n'est pas faux de dire qu'elles se sont en quelque sorte enracinées dans la bibliothèque en acquérant des stratégies pour résister aux sarcasmes de certains usagers et en sachant imposer par la négociation leurs propres normes. Alors que les usagers proches de la fragilité adoptent souvent des horaires qui correspondent à une journée classique de travail, les usagers proches de la dépendance sont nombreux à rester dans la bibliothèque jusqu'à la fermeture. Ils aimeraient d'ailleurs que leur lieu de prédilection reste ouvert le mardi et même la nuit entière.

Les personnes proches de la phase de rupture, celles qui ont atteint le stade ultime de la disqualification sociale, sont facilement identifiables au sein de la bibliothèque. Certaines d'entre elles sont d'ailleurs considérées comme de véritables mascottes par les étudiants qui leur ont donné des surnoms, comme celui de Karl Marx, personnage emblématique dont la photo circule sur de nombreux blogs d'usagers de la bibliothèque. Elles sont en effet dans un état de détresse tel qu'il est impossible de ne pas les voir. Leurs habits sont sales, élimés et déchirés. Peu entretenues, elles dégagent parfois une odeur insoutenable et font fuir généralement les usagers qui les côtoient. Il existe parmi cette frange de la population des personnes atteintes de troubles psychologiques qui parlent seules et errent dans la bibliothèque en ayant un comportement très agité. Elles ont en commun de venir chercher dans la bibliothèque un coin paisible pour se reposer. Il s'agit parfois d'une question de survie, surtout en hiver quand il fait très froid. Elles savent que la bibliothèque n'est pas un endroit qui leur est spécialement destiné et qu'elles ne peuvent l'utiliser que de façon marginale, sous certaines conditions. Certaines, conscientes de la gêne qu'elles peuvent occasionner, se mettent volontairement à l'écart ou cherchent à préserver les chaises et le matériel de la bibliothèque de leur saleté et de leur puanteur. Si certaines parviennent à devenir des déviants intégrés, la plupart sont en permanence au seuil de la

transgression et risquent à tout moment d'être expulsées. Les contraintes de la fréquentation de cet espace public sont parfois jugées trop sévères. C'est la raison pour laquelle certaines personnes marginalisées préfèrent ne pas s'y aventurer. Elles préfèrent encore les contraintes de la rue où elles peuvent avoir le sentiment d'être plus libres.

UNE TENSION PERMANENTE

La bibliothèque est prise dans une tension permanente : comment faire cohabiter dans le même espace public – volontairement ouvert à tous – des personnes dont les conditions objectives et les expériences vécues sont aussi contrastées, des personnes qui ne viennent pas satisfaire les mêmes besoins ? Dans ces conditions, le refus de la différenciation comme valeur fondamentale implique, pour être pleinement respecté dans les faits, des formes douces et plus ou moins dissimulées de discrimination. C'est ainsi, par exemple, que certains espaces apparemment ouverts à tous deviennent dans les faits et dans les habitudes des espaces destinés à un public spécifique. L'espace des téléphones en est un bon exemple. La bibliothèque n'est pas en elle-même responsable de cette discrimination. Elle est au moins partiellement le produit d'une appropriation volontaire d'un type d'usagers proches de la phase de dépendance. Les personnes en situation de fragilité ne s'y aventurent pas car ce serait pour elles un signe de déclassement. Les personnes proches de la phase de rupture n'y sont acceptées que de façon parcimonieuse car elles ne peuvent partager avec celles qui s'y trouvent en permanence le sens de ce type d'appropriation collective.

Face à cette tension, la tentation de répondre de façon plus ciblée aux différents publics précaires est grande. Les responsables de la bibliothèque ont commencé à s'orienter dans cette direction en prévoyant, par exemple, un accueil spécifique pour les réfugiés en collaboration avec l'organisme humanitaire « France terre d'asile ». Lorsqu'elles sont légères et discrètes, ces actions peuvent être efficaces, mais on peut aussi craindre qu'en développant ce type de politique, la bibliothèque perde peu à peu ce qui fait sa spécificité, c'est-à-dire son caractère

d'ouverture généralisée, son principe d'égalité absolue des usagers. Le ciblage social des publics constituerait un pas en avant vers la mise en place de services sociaux catégoriels. Or, ces services sociaux existent déjà à l'extérieur. Les personnes qui les fréquentent viennent à la bibliothèque pour y chercher autre chose.

Les résultats de l'enquête confirment d'ailleurs que les publics en difficulté sont globalement satisfaits des services qu'ils y trouvent. En réalité, la bibliothèque leur apporte à la fois la protection et la reconnaissance dont ils ont besoin pour renforcer les liens qui les rattachent à la société. Les personnes proches de la fragilité peuvent renforcer à la bibliothèque ce que nous avons appelé le lien de participation organique au sens où ils y améliorent leur formation et y recherchent un emploi. Les personnes proches de la dépendance sont plus éloignées du marché de l'emploi, mais elles trouvent au sein de la bibliothèque le moyen de renforcer le lien de participation élective puisqu'elles viennent y faire des rencontres, y compris amoureuses. La sociabilité, que rend possible cet espace public, est bien réelle comme nous avons pu le vérifier dans cette recherche, mais elle peut être aussi virtuelle par les connexions à internet et les nombreux blogs auxquels participent de nombreux usagers proches de la phase de dépendance. Enfin, les personnes proches de la phase de rupture, lorsqu'elles ont réussi à franchir le portillon de l'entrée, se voient reconnaître, en dépit de leur délabrement physique et de leurs stigmates, le droit de circuler dans un espace public, ce qui constitue pour elles la preuve qu'elles existent encore au titre de leur citoyenneté. La bibliothèque du Centre Pompidou est ainsi pour les publics pauvres un espace de constitution et de renforcement des liens sociaux. Elle permet de conjurer la disqualification sociale.

RETOUR SUR LA PLACE DES PAUVRES DANS L'ESPACE PUBLIC

Les résultats de cette enquête interrogent la notion même d'espace public. Si la BPI est pour certains usagers pauvres un refuge ou un lieu-ressource dans lequel ils peuvent, au moins partiellement, échapper au processus de mise à distance et d'invisibilité sociale dont ils font



l'expérience au quotidien, il faut y voir l'application permanente et rigoureuse de son principe fondateur d'égalité et d'ouverture. Il convient aussi de rappeler que cette bibliothèque bénéficie du cadre hautement valorisé du Centre Georges-Pompidou qui, outre son musée d'art contemporain, accueille dans un esprit démocratique de multiples expositions temporaires et des activités culturelles variées d'un très bon niveau. Le lieu, lui-même, est symbolique puisqu'il porte le projet d'une égalisation radicale des conditions face au savoir et à la culture. Il donne accès à un univers de sens fondé sur le dépassement des différences. Sa richesse tient au moins autant dans la qualité de ses services et de sa programmation que dans son principe intégrateur de toutes les couches sociales.

Mais si le lieu est en lui-même exceptionnel, ce qui se passe à la BPI ne l'est pas vraiment. Les bibliothèques publiques, qu'elles soient installées dans de grandes ou de petites villes, dans les centres ou en périphérie, sont confrontées peu ou prou au même phénomène. Les pauvres peuvent y trouver ce que les autres espaces de la ville ne leur apportent pas.

Les bibliothèques ne sont pas des services sociaux et pourtant elles proposent des services que l'on pourrait qualifier de sociaux. La différence est que les pauvres peuvent s'y sentir plus libres alors que tout leur rappelle leur condition d'assistés quand ils sollicitent l'aide d'un professionnel du social⁶. Ils peuvent échapper dans certains cas, au moins temporairement, à la stigmatisation qu'implique presque inévitablement le contrôle exercé sur leur vie privée dans les institutions d'action sociale. Les résultats de cette recherche questionnent indirectement ces dernières sur leur mode de fonctionnement. Ne contribuent-elles pas parfois à entretenir un climat de culpabilisation des pauvres qui les fréquentent ? N'y a-t-il pas presque inévitablement un risque de suspicion à l'égard de celles et ceux qui viendraient « profiter » des aides sans s'engager vraiment

dans un réel projet d'insertion ? Même si son objectif est de restaurer l'autonomie des personnes, l'aide sociale implique le classement des publics, le contrôle et la dépendance⁷. C'est d'ailleurs sans doute pour prévenir le risque de dérive vers un mode coercitif de régulation de la pauvreté sous toutes ses formes que la loi du 2 janvier 2002 a tenu à préciser que « l'action sociale et médico-sociale tend à promouvoir, dans un cadre interministériel, l'autonomie et la protection des personnes, la cohésion sociale, l'exercice de la citoyenneté, à prévenir les exclusions et à en corriger les effets ». Elle stipule aussi que « l'exercice des droits et libertés individuels est garanti à toute personne prise en charge par des établissements et services sociaux et médico-sociaux ». Dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, lui sont assurés, notamment : « le respect de sa dignité, de son intégrité, de sa vie privée, de son intimité et de sa sécurité » ; « une prise en charge et un accompagnement individualisé de qualité favorisant son développement, son autonomie et son insertion, adaptés à son âge et à ses besoins, respectant son consentement éclairé qui doit systématiquement être recherché lorsque la personne est apte à exprimer sa volonté et à participer à la décision » ; « une information sur ses droits fondamentaux et les protections particulières légales et contractuelles dont elle bénéficie, ainsi que sur les voies de recours à sa disposition ». Mais cette loi à caractère préventif n'empêche pas les pauvres de se sentir plus contraints dans ce type d'établissement que dans une bibliothèque qui ne conditionne pas l'accès à ses services à la reconnaissance d'un quelconque statut de pauvre.

La BPI ne se soucie pas de leur vie privée, ne hiérarchise pas leurs besoins. Elle ne cherche à y répondre que si une demande explicite est formulée. Elle n'exige aucune obligation d'avoir un projet précis en franchissant le seuil d'entrée et ne fait pas l'inventaire systématique des services rendus à la sortie. Bref, la liberté qu'elle

⁶ Rappelons que le retournement du stigmate de la dépendance est une attitude souvent observée parmi les personnes les plus marginalisées, celles qui ont connu un processus de ruptures cumulatives de liens sociaux. Ce phénomène, identifié par Serge Paugam dans *La disqualification sociale* (op. cit.), a été à nouveau vérifié récemment par Nicolas Duvoux dans *L'autonomie des assistés. Sociologie des politiques d'insertion*, PUF, coll. « Le lien social », 2009.

⁷ Voir Charles Soulié, « Le classement des sans-abri », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 118, juin 1997, p. 69-80.

offre est en elle-même une garantie de protection et de reconnaissance. La bibliothèque publique s'adresse à ses usagers non seulement comme sujets de droit, mais aussi comme citoyens actifs et responsables de leur destin, quelles que puissent être leur situation objective et leurs difficultés réelles. Tant qu'ils sont définis par leur statut d'assisté, les pauvres, comme le disait Simmel, restent pauvres et rien que pauvres. Ne peut-on pas dire qu'en devenant usager d'une bibliothèque, ils accèdent à un autre statut et se libèrent, au moins provisoirement, du poids du stigmat social qu'ils ressentent si souvent dans les autres espaces de la ville et en particulier dans les services spécialement destinés aux pauvres ?

Les pauvres trouvent aussi dans ces bibliothèques une compensation au refoulement ou à l'indifférence dont ils font l'objet quand ils occupent l'espace de la rue. Les sans domicile y viennent pour se protéger des conditions atmosphériques hostiles (la pluie, le froid, la

canicule...), mais aussi pour pallier les manques de places gratuites dans les autres espaces de la ville, pour échapper aussi bien à l'hostilité des vigiles ou des agents de police qu'aux agressions fréquentes entre personnes à la rue et, enfin, pour se sentir appartenir à une quasi-communauté différente, plus valorisante que celle à laquelle ils peuvent espérer appartenir lorsqu'ils n'ont que leur statut de SDF à offrir en gage d'insertion.

Si les pauvres trouvent dans les bibliothèques publiques ce qu'ils ne trouvent pas dans les services sociaux, leur présence suscite quelquefois des critiques. Un éditorial publié dans la revue américaine *Library Journal* résume les arguments en faveur d'une réglementation plus stricte à l'égard des pauvres dans ce type d'espace. «What a Library Is Not», tel est le titre de ce texte qui énonce clairement qu'une bibliothèque n'est pas un parloir pour les pauvres ou un refuge pour les sans domicile et qu'elle n'a pas à devenir un service d'action sociale par



défaut⁸. Le texte souligne en même temps que les bibliothécaires ne sont pas qualifiés pour pratiquer le métier de travailleur social. Ces arguments servent en réalité une politique restrictive de l'accès des bibliothèques publiques qui, dans son application la plus radicale, peut conduire à l'exclusion pure et simple des publics les plus pauvres sous prétexte qu'ils relèvent d'un traitement social spécialisé. Les orientations de la BPI sont, on l'a vu, totalement opposées. Notre enquête montre qu'elle a réussi à faire admettre son principe fondateur d'égalité au plus grand nombre et que les usagers, non seulement y viennent dans cet esprit d'ouverture, mais qu'ils ont globalement intériorisé l'idée selon laquelle la présence régulière de personnes pauvres et vulnérables auprès d'eux n'est pas un obstacle à surmonter. On pourrait sans doute aller jusqu'à dire que la BPI, en tant qu'institution qui socialise, offre tout à la fois des services variés et une éducation à la citoyenneté, rendue possible par la simple acceptation de la proximité dans le même espace entre des catégories sociales très différentes les unes des autres et pourtant traitées de la même façon. Mais si de nombreuses personnes pauvres et disqualifiées fréquentent les bibliothèques, combien n'y ont pas encore accès ou décident délibérément de ne pas y entrer? Il faut admettre que les résultats de cette recherche ne permettent pas de répondre à cette question de façon précise. Les usagers pauvres que nous avons observés et interrogés à la BPI ne sont pas représentatifs de l'ensemble des pauvres. Les isolés, les hommes et les publics diplômés y sont plus nombreux qu'ailleurs. Cette grande bibliothèque draine vers elle, entre autres, une proportion non négligeable d'itinérants précarisés, un peu bohèmes, qui viennent y trouver un moyen de maintenir un lien identitaire avec l'environnement artistique et intellectuel auquel ils aspirent. Ce monde de la culture branchée, à la fois de prétention élitiste et «underground», dans lequel vivent certaines personnes que nous avons rencontrées, semble bien éloigné de l'univers des cités de banlieue. Les jeunes décrochés du système scolaire, organisés en bandes, sont souvent particulièrement réfractaires à tout ce qui peut leur rappeler l'école et les échecs qu'ils y ont subis. Les médiathèques installées dans leur quartier en sont l'expres-

sion, ce qui peut expliquer pourquoi elles ont été si souvent incendiées ces dernières années⁹. Ces révoltes interrogent la place de l'écrit dans la culture populaire. Les habitants des quartiers, où sont situées ces bibliothèques, sont très peu nombreux à les fréquenter. Ils n'ont pas non plus été sollicités au moment de leur création. Tout se passe comme si la distance entre les bibliothécaires et la population de ces quartiers exprime en réalité un rapport d'opposition de type «eux» et «nous». En revanche, parmi les jeunes de banlieue, celles et ceux qui parviennent à faire des études, peuvent trouver à la BPI des conditions de travail plus adaptées à leurs aspirations que celles auxquelles ils peuvent prétendre dans leur médiathèque de quartier et un cadre propice à leur épanouissement intellectuel. La BPI constitue pour eux une forme d'acculturation douce au sens où elle leur permet à la fois de se distinguer de leur quartier d'origine par un *ethos* du travail intellectuel en phase avec leur ambition d'ascension sociale et de se sentir appartenir à un monde plus ouvert et plus démocratique que celui de certaines bibliothèques universitaires où la présence d'étudiants issus de catégories sociales supérieures y est nettement plus nombreuse.

Il faut admettre que les «pauvres en bibliothèque» que nous avons interviewés ne sont pas représentatifs de l'ensemble des pauvres. Il est probable que si nous avons réalisé notre enquête dans une bibliothèque située dans un quartier disqualifié d'une grande métropole, nous n'aurions pas obtenu exactement les mêmes résultats. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'un travail de comparaison reste à faire. Mais, en dépit de ses spécificités, l'exemple de la BPI est toutefois sociologiquement pertinent. Avoir pu identifier dans ce lieu des populations proches des trois phases du processus de disqualification sociale et avoir pu constater, pour chacune d'entre elles, des usages sociaux spécifiques de la bibliothèque, constitue en soi un résultat important dont on peut penser qu'il intéressera non seulement les spécialistes des sciences sociales, mais aussi les bibliothécaires, les usagers des bibliothèques publiques et, de façon plus générale, celles et ceux qui entendent par leur réflexion et leur action faire reculer la pauvreté.

B:F

⁸ Blaise Cronin, «What a Library Is Not», *Library Journal*, 15 novembre 2002.

⁹ D'après l'enquête de Denis Merklen, 67 bibliothèques ont été volontairement incendiées entre 1998 et 2010, dont 33 entre octobre et novembre 2005. Voir Denis Merklen, *Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques?*, Presses de l'enssib, 2013.